



SOUS LE SOLEIL  
LA PLAINE  
JOURNAL INSOLENT DE QUARTIER

**N°3 / SEPTEMBRE 2017 / PRIX LIBRE**

# AU MENU

## RÉNOVATION DE LA PLAINE, DÉCRYPTAGE

- › Ce qui se joue sur La Plaine (P.3)
  - › À quoi joue M. Chenoz ? (P.4)
  - › Ce qui se fait sans nous... (P.4)
    - › Un forain nous écrit (P.5)
- › Pas envie de se faire carotter (P.6)
  - › Le faux dilemme (P.6)
  - › La majorité silencieuse (P.7)
  - › Concéder ou imposer ? (P.8)
- › Entretien avec un ex de la Soleam (P.9)
  - › Concertation sur le Plaine (P.10)
    - › Aimons La Soleam (P.10)
    - › À quelle sauce veut nous manger la Soleam (P.11)
  - › Vigano où es-tu ? Que fais-tu ? (P.12)
- › Le silence n'est pas toujours d'or (P.13)

## L'OR DE LA PLAINE

- › La Plaine, il est encore temps de tout (P.14)
  - › Portfolio « L'or de la Plaine » (P.15)
    - › Le temps de l'Or (P.19)

## URBANISME À MARSEILLE

- › La pression d'Euromed s'accroît aux Crottes (P.20)
- › Noailles notre nid d'abeilles (P.21)
- › La Mairie brade les bâtiments et espaces publics du centre-ville (P.22)
- › Drôles de dimanches sur la Canebière (P.24)
- › Face à la question des logements insalubres, quelles ambitions à Marseille ? (P.25)
- › Belle-de-Mai, convention d'exploitation d'un couvent entre la Mairie et Juxtapose (P.26)

## VIE DE QUARTIER

- › Un 1<sup>er</sup> mai qui fait quartier ! (P.28)
- › Chaudes ambiances sur La Plaine (P.29)
- › Les fêtes du Plateau (P.31)
- › Phil s'en est allé... (P.31)
- › Mais au fait, qui était... (P.32)

La mairie de Marseille veut imposer un réaménagement lourd de la place Jean-Jaurès. Elle aimerait sans doute que le chantier, prévu début 2018, soit bouclé en deux ans pour pouvoir s'en vanter lors des municipales de 2020.

Leur projet est borné par deux idées fixes : « attractivité » et plus-value immobilière. Après la désertification de la rue de la République et du Rouet, on s'apprête, une fois de plus, à jeter le bébé (une réalité sociale qui *fonctionne*) avec l'eau du bain (une place qu'on a laissé se dégrader).

Le chef-paysagiste de l'agence APS, lauréate du projet de rénovation, croit qu'à l'heure actuelle « *l'unique fonction de la place est celle de parking* »... Mais la vie de La Plaine est bien plus riche. Aujourd'hui, elle gravite autour de son marché d'aubaines, des troquets, de la nuit, des bancs et des jeux d'enfants.

La loi prévoit une enquête publique en cas de « *projets et opérations d'aménagement ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement ou l'activité économique* ».

Au lieu de cela, la Soleam (cf p. 9) a bâclé deux concertations au rabais. Sous prétexte de « montée en gamme », on va exurger le plus grand marché de la ville, qui rayonne dans tout le quartier et bien au-delà. Ici, les jours de marché sont des jours fastes pour les petits budgets, les papis chineurs, les amies flâneuses, les cafés et les boutiques du coin.

Pourtant, Mme Lota, adjointe au maire en charge des marchés, a craché le morceau aux forains : « *Vous avez vu la population que vous attirez ?* »

C'est une obsession. L'équipe Gaudin veut refouler les pauvres loin du centre-ville : ouste la foule, les « usages déviants » et la convivialité ! Pour eux, un marché ne saurait être autre chose qu'un décor attrape-touristes.

Pourtant, face au chômage et à l'exclusion, on pourrait parier sur la vitalité du bazar méditerranéen. Mais la Ville a préféré sacrifier les échoppes de Belsunce, le marché du Soleil et bientôt le marché aux Puces.

Les kalachnikovs de Marseille sont les fruits d'une ségrégation territoriale. Priver la ville des marchés de La Plaine et de Noailles, où tout le monde se croise, où chacun peut se sentir chez lui, voilà qui frise l'attentat !

Casser cet écosystème relève du mépris raciste, mais pas que : épiceries, bars, salles de concert, clubs de supporters, fêtes de quartier, Sardinade du 1<sup>er</sup> Mai, Carnaval indépendant..., c'est toute une culture urbaine qui est menacée.

Les « élites » ont toujours eu honte de cette ville. Du coup, une époque efface l'autre. Aujourd'hui, on embaume les cultures méditerranéennes au MUCEM, et on célèbre les cultures urbaines au Musée d'art Contemporain (MAC) pendant qu'on les chasse de nos rues. On transforme nos places en lieux de déambulation sans âme, livrés au seul tourisme et au shopping anonyme.

Sommes-nous bien conscients de ce que nous perdons dans cette martingale spéculative ? Est-ce une fatalité ? Le quartier doit-il s'y résigner ?

RÉNOVATION  
DE LA PLAINE,  
DÉCRYPTAGE

SUR LA PLAINE

CE QUI SE JOUE

# À quoi joue Mr Chenoiz ?

Le 19 juin, Gérard Chenoiz, adjoint au maire et président de la Soleam, a annoncé à des forains de La Plaine qu'une trentaine d'entre eux devront libérer la partie sud-ouest de la place dès septembre pour permettre la pose de canalisations d'eau. Il a prétendu être dans l'impossibilité de reloger ces forains sur place, car «le square est occupé par une association qui s'est approprié les lieux»... Et il leur a suggéré d'aller se faire voir... à Saint-Mauront! Quelques jours après, le même Chenoiz déclare à une association que les tables et les bancs du square devront être détruits pour pouvoir accueillir les forains déplacés...

À quoi joue ce monsieur? Son double langage, au lieu d'apporter des solutions, n'envoie que des signaux négatifs. Il veut semer la zizanie.

Rappelons quelques faits essentiels  
1) Tables et bancs ont été construits en réponse à l'abandon de la place. Ils sont à disposition du quartier. Il n'y a pas d'appropriation illégitime.

2) Ce ne sont pas ces tables et ces bancs qui empêcheront l'installation des forains, mais la mauvaise volonté de M. Chenoiz et Mme Lota.

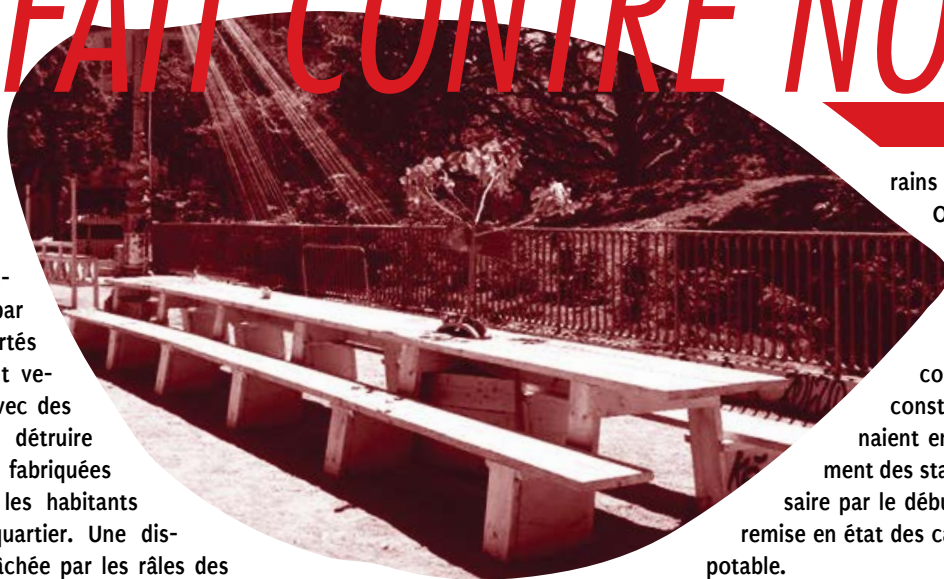
3) D'ailleurs, ce sont plutôt les grilles qui posent problème : elles compliqueront le transit des fourgons et de la clientèle.

Mr. Chenoiz,

***Vous ne trompez personne avec vos coups d'intox. Les forains et les habitants ont une cause commune : vous empêcher de nuire au marché et aux multiples usages qui cohabitent depuis toujours sur la place. Le quartier est fatigué de se faire balader à coups de rumeurs et de petites phrases venimeuses. Comment ne pas voir le manque de solutions pour le maintien des activités comme une marque d'hostilité de la mairie ?***

## CE QUI SE FAIT SANS NOUS SE FAIT CONTRE NOUS

Dans la nuit du dimanche 3 septembre, veille de rentrée, des ouvriers mandatés par la Soleam et escortés par la police, sont venus en catimini avec des lampes frontales détruire les constructions fabriquées et installées par les habitants et habitués du quartier. Une discrétion à peine gâchée par les râles des moteurs de tronçonneuses. Des tables, des bancs, de l'estrade, du tableau d'affichage, jusqu'au panneau expliquant la remise en marche de la fontaine, il ne reste plus rien. Ces constructions étaient à la fois un des symboles de la lutte contre le réaménagement de la place, à la fois ce qui permettait à tous de continuer à se réunir et à vivre sur cette place. Ce n'est pas la première fois que la mairie détruit les tables de La Plaine; cette fois-ci, elle a choisi d'agir dans l'ombre, craignant sans



raines dans le square. Or, des discussions entre le quartier et les forains avaient déjà abouti à la conclusion que les constructions ne gênaient en rien le déplacement des stands rendu nécessaire par le début des travaux de remise en état des canalisations d'eau potable.

La stratégie est claire: neutraliser toute opposition au projet de réaménagement en mettant en scène un antagonisme inexistant entre opposants et travaux de bien commun, tout autant qu'entre les nécessités des forains et celles de la lutte. Le projet mortifère de la Soleam a déjà été maintes fois exposé et dénoncé par ses opposants; faire table rase d'un quartier vivant pour y imposer une rénovation lisse et touristique animée par le seul appât du gain.

doute que le plein jour donne lieu à une répétition de ce qui avait terni leur réputation la première fois, à savoir le recours à la violence pour arracher en même temps que les tables ceux et celles qui les défendaient. Qui prétend agir avec transparence n'opère pas en secret. Si cette première fois la Mairie n'avait pas senti le besoin de justifier cet acte ridicule, cette fois-ci la destruction s'est déroulée sous couvert de la relocalisation des fo-

# Un forain

## nous

### écrit

« Le quartier de La Plaine est l'un des derniers de Marseille où les populations de toutes les origines se côtoient tous les jours et à toute heure sans qu'il n'y ait de problème. Il n'y a quasiment pas de commerces fermés, de locaux à céder, ni de logements à vendre ou à louer. Sur le marché, l'un des plus fréquentés de France, hormis les jours de mauvais temps, il n'y a pas le moindre emplacement de libre. C'est bien la démonstration que ce quartier plaît comme il est et n'a besoin que d'entretien et d'une autorité qui fasse appliquer la réglementation comme partout ailleurs. Y toucher en réduisant le

nombre de forains, le nombre de places de stationnement ; en coupant la place Jean-Jaurès par une voie de circulation qui aura pour effet le remplacement d'un grand marché par deux petits ; en sélectionnant les forains les plus "qualitatifs" ; en changeant le sens de circulation des voies d'accès à la place... Y toucher, c'est encore une fois pour se débarrasser d'une population que certains ne veulent plus voir, en la cantonnant à fréquenter des quartiers qui lui sont autorisés. C'est ce qu'on appelle la ghettoïsation. Pour avoir agi de même sur le cours Belsunce, sur la rue d'Aix, sur le boulevard Camille-Pelletan, sur la rue de la République, etc., il est clair que les décideurs ont dû analyser ce qui attire cette "population non désirable" à leurs yeux, et veulent donc modifier ces lieux à tel point que plus rien n'y ait d'intérêt pour ces indésirables. Mais de quelle population est-il question ?

Toutes les études sociologiques dénoncent le danger de cette politique qui mène au communautarisme.

Alors même que ce problème est l'une des préoccupations majeures en France, à Marseille nos responsables politiques continuent à amplifier ce phénomène inquiétant au nom de leur chef suprême, M. Gaudin, dont on peut se demander s'il est conscient des agissements de son équipe. Laquelle équipe justifie son action au prétexte de l'intérêt touristique et de la manne financière qu'il engendrerait, en oubliant que le Marseillais non seulement n'en récolte pas les fruits, mais se sent de plus en plus exclu de sa ville. Enfin, cette équipe oublie que c'est le Marseillais qui vote dans sa ville, et non pas le touriste. À bon entendeur... »



## SPÉCULATION

Aucune étude sérieuse de l'impact qu'aura un chantier de plus de deux ans sur les activités du quartier n'a été menée. Aucune protection, aucune alternative n'ont été proposées aux commerçants, sédentaires ou forains. Au contraire, la Soleam se réjouit de la vente des fonds de commerce après la requalification. On oublie de dire que leur valeur sera calculée sur un chiffre d'affaires forcément calamiteux après deux ou trois ans de chantier-Attila. La mairie a dévoilé dans *La Provence* sa volonté de « *préempter les commerces qu'[elle] ne veut plus voir* ». Sans préciser à qui les locaux seront ensuite cédés. Yves Moraine justifie déjà la future invasion de la place par les terrasses de nouveaux « commerces de bouche » : « *le privé prend mieux soin de l'espace public* ». L'incurie des services municipaux est-il un choix idéologique ?

## CIRCULATION

Selon les plans, l'esplanade devrait être coupée en deux par la jonction des rues Saint-Michel et Saint-Savournin. La Soleam n'a rien trouvé de mieux pour desserrer l'emprise automobile ? Sans plan global de circulation, un tel goulot d'étranglement gênera la promenade et déportera le trafic dans les rues voisines, engorgeant Eugène-Pierre et Notre-Dame-du-Mont. Dissuasive, cette nouvelle « boucle circulatoire » ? Sans alternatives viables, elle va surtout freiner la fréquentation des lieux par les gens modestes. Un forain l'a dit aux élus : « *vous avez une place qui attire plein de monde et on dirait que vous voulez les décourager de venir !* » Question transports en commun et stationnement, il n'y a que des promesses non chiffrées. La gestion privée des horodateurs et parkings souterrains n'a jamais dérangé le tout-automobile. Mais elle a livré la population aux appétits de sociétés qui organisent la pénurie pour justifier leurs tarifs prohibitifs.

# Pas envie de se faire carotter

**D**ans le cadre du futur projet de réaménagement de La Plaine, des études sur la nature du sol, préalables aux travaux, ont commencé au printemps. Face au simulacre de concertation et au mépris de la Soleam, des habitants ont décidé d'empêcher ces carottages, seul moyen de peser à la marge sur ce projet non voulu. Récit de Jeanne Carratala.

À chaque fois la même chose: on reçoit une alerte du numéro d'urgence de La Plaine, on s'apprête au plus vite (c'est toujours tôt le matin: entre 8h30 et 9h30) et fissa on rejoint la place.



L'équipe technique est bien là. La cheffe et deux techniciens. Tous trentenaires, peut-être moins pour certains intérimaires. Ils ont une machine qui fore le sol marqué à la bombe fluo. Aucune barrière de sécurité: juste trois personnes et une machine.

Au début, il n'y avait qu'eux et nous. De deux ou trois curieux, nous finissons à une dizaine, parfois jusqu'à 20. Mais les choses se sont gâtées. Une voiture de police s'est invitée. Puis deux. C'est que la Soleam n'a pas apprécié cette intimité. Il est vrai que nous commençons à être proches les uns des autres. Dès le premier carottage, nous avons compris qu'il nous suffisait de poser un pied à l'intérieur du périmètre de sécurité (délimité par trois ou quatre plots oranges) pour que la chef d'équipe use de son droit de retrait. Celle-ci voulait bien faire son boulot, mais pas dans de telles conditions de rejet. Alors l'opération était arrêtée. Ça nous a plu, évidemment.

Mais ça plaisait moins à la Soleam. Elle nous a envoyé la police. Et à chaque nouveau carottage, on était un peu plus nombreux. Eux aussi. Une voiture, puis deux. Mis à part le policier nerveux et caricatural, il faut quand même signaler que d'autres n'étaient pas des plus investis. Tantôt ils nous regardaient en déjeunant des navettes, tantôt des croissants.

Puis nous sommes montés en grade. Un beau jour, on a eu droit à la participation de Gérard Chenoz en personne, le président de la Soleam. Bonnet noir sur la tête, mains dans le dos et échine courbée, il était là, souriant, presque content. Il nous expliquait qu'il fallait laisser l'équipe technique faire son travail, parce que chaque carottage coûte cher (5000 euros?) et qu'un policier, c'est 300 euros par jour. *Quel argent gâché par notre faute!* disait-il.

Puis un jour, la cheffe de l'équipe technique a disparu. En vacances, était-elle... Son remplaçant était moins commode. Dans ces conditions, et entourés de huit policiers, nos entraves aux carottages sont alors devenues chaque fois plus difficiles. Mais nous avons beaucoup appris.

## LE FAUX DILEMME

Un peu d'auto-défense intellectuelle à propos d'une technique argumentative souvent rencontrée, appelée « le faux dilemme ».

- «Vous êtes contre la prison ?  
Vous êtes donc pour le crime!»
- «Vous ne voulez pas d'aéroport ?  
Vous êtes donc contre le  
développement de votre région!»
- «Vous êtes contre  
les caméras de surveillance ?  
Vous êtes donc pour l'insécurité!»
- «Vous êtes contre la rénovation  
de la place ? Vous voulez  
donc vivre dans la saleté!»

Voici quelques bons gros exemples de ce qu'on appelle des *faux dilemmes*. On sent bien, en entendant ce genre d'arguments, qu'ils dégagent comme une odeur de malhonnêteté intellectuelle. Les faux dilemmes sont des pseudo-arguments utilisés dans toute sorte de débat, consciemment ou non, qui consistent à ne proposer à l'adversaire que deux issues possibles, sous-entendant qu'il n'existe pas d'autre alternative à ce « dilemme » qui n'en est en fait pas un. L'une des deux solutions proposées est souvent impossible à soutenir, comme par exemple « être pour le crime », ou bien « être pour l'insécurité », le but étant d'orienter le débat dans le sens de la personne qui utilise cette technique. Dans le dernier exemple donné, qui nous concerne, le faux dilemme consiste à

penser que la seule solution à la saleté (par exemple) d'un quartier est une rénovation à onze millions d'euros. On sent bien l'enfumage qu'il y a derrière ce genre d'arguments... mais le fait est que des termes si positivement connotés, comme « rénovation », « requalification », « attractivité », « développement », sont difficiles à combattre de front. On peut être contre la gentrification — l'embourgeoisement des quartiers populaires — mais comment soutenir être « contre la rénovation »... ? Il suffit alors, pour les élu.e.s et promoteurs, de dissimuler l'une dans l'autre et le tour est joué. Ces mots ne disent pas ce qu'ils sont vraiment. Ils sont trop creux pour susciter une indignation spontanée, mais plein de sens pour servir de cheval de Troie aux détenteurs du capital.

# LA MAJORITÉ SILENCIEUSE

**Décryptage  
d'un concept flou  
souvent utilisé  
pour décrédibiliser  
les mouvements de  
contestation.**

**Gérard Chenoz :**

«À La Plaine, une centaine de personnes sont irréductiblement contre ce qui est nouveau. C'est difficile de parler avec eux...»

«Et vous savez, je suis sûr qu'au final, demain La Plaine donnera satisfaction au plus grand nombre.»

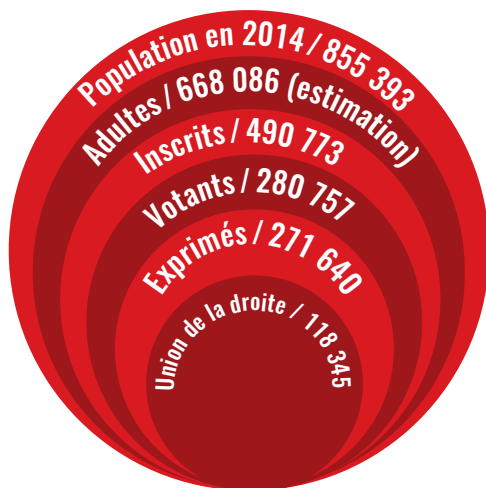
«150 excités qui donnent de la voix depuis vingt ans, avec le temps on a réussi à en civiliser quelques-uns.»

«Il s'agit d'une minorité de personnes qui n'ont pas d'autre objectif que d'empêcher la rénovation de la place. Ce sont des zadistes, les mêmes qu'à Notre-Dame-des-Landes.»

Dans bien des luttes, l'ordre dominant désigne une «minorité agissante» qui se bat et s'organise contre lui, comme allant contre la volonté générale de ses électeurs, eux-mêmes catégorisés sous le vocable de «majorité silencieuse». Gérard Chenoz, président de la Soleam, est bien plus disposé à considérer cette majorité silencieuse qui approuverait selon lui son projet de rénovation, plutôt que ceux qui s'organisent contre et qui, finalement, sont réduits à «une minorité». S'il est, selon lui, «difficile de parler avec eux», on peut effectivement imaginer qu'il lui est plus facile d'écouter du silence... Cet antagonisme n'est pas en fait le reflet d'une réalité sociale, mais est construit de toute pièce dans un but de division.

## Élections municipales 2014

À la louche, la majorité Gaudin à la mairie s'appuie sur le vote de 18% des marseillais en âge de voter.



Un faux dilemme est vicieusement planqué sous ce concept de majorité silencieuse : il sous-entend que si l'on n'agit pas contre, alors on est nécessairement pour. Mais on peut très bien être contre ce projet, et pour autant ne pas faire partie de la «minorité agissante». D'une part, on rencontre encore aujourd'hui des personnes vivant à La Plaine ou y passant régulièrement qui ne sont pas au courant du projet, ou en tout cas pas bien informées. Rappelons que c'est l'assemblée de La Plaine qui a fait le travail d'analyse des différents projets retenus par la Mairie, pour le présenter avec pédagogie aux habitant.e.s et habitué.e.s, à partir d'un gros dossier complexe et difficilement accessible. C'est donc ensuite malhonnête, de la part des Chenoz et Cie, de parler d'une majorité (silencieuse) de personnes qui adhèreraient au projet, alors même qu'ils ne font pas le travail d'information qui leur incombe en principe. C'est-à-dire qu'il y a un certain nombre de gens qui seraient peut-être prêt.e.s à agir, si seulement ils étaient au courant. D'autre part, les élus (comme Chenoz) prétendent représenter une majorité, via leur sacro-sainte élection. Ainsi, qu'il puisse exister une contestation de leurs projets n'est pas envisageable pour eux. Pourtant, ils n'ont été élus, concrètement, que par une minorité de personnes.

**150 EXCITÉS  
QUI DONNENT DE LA VOIX  
DEPUIS VINGT ANS,  
AVEC LE TEMPS ON A  
RÉUSSI À EN CIVILISER  
QUELQUES-UNS.**

**GÉRARD CHENOZ  
18/12/2015 MARSACTU**

On voit donc que ce terme de majorité silencieuse n'est qu'une coquille vide qui sert à imposer n'importe quel projet, tout en faisant croire qu'il relève de l'intérêt général. Réduire la contestation à une minorité de personnes dont les actions sont visibles, la décrédibiliser et la diaboliser ne vise qu'à conforter le pouvoir des élus, au service, comme souvent, des acteurs financiers.

On s'était dit qu'on ne parlerait pas des législatives, mais on ne peut pas s'empêcher de vous en toucher un petit mot. Le 11 juin, notre bien-aimé Gérard Chenoz, associé à Solange Biaggi sur la liste LR de la 4<sup>ème</sup> circonscription, s'est retrouvé exclu dès le premier tour, terminant piteusement en 5<sup>ème</sup> position, avec le score peu glorieux de 10,6 %. Sans doute une réaction de sa chère «majorité silencieuse» à sa politique Attila de réaménagement des quartiers...

# Concierter ou IMPOSER

Le pouvoir municipal a-t-il la légitimité pour décider de modifier l'aménagement et le fonctionnement économique d'un quartier ? Il est légitime, certes, s'il a été élu sur ce projet, ce qui n'est pas le cas du projet « Plaine ». S'il se passe de l'avis des usagers, il perdra sa légitimité en cas de refus massif des habitants, ou... se verra débarqué à la prochaine élection locale, comme on l'a vu récemment à Barcelone et Madrid.

La réalisation de la « concertation » concernant l'aménagement de la place Jean-Jaurès, du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2017, relève d'une simple présentation de quatre panneaux dans trois mairies de secteur, de la mise à disposition d'un cahier de remarques pour le public et de la présence d'une technicienne de La Soleam (maître d'ouvrage délégué) pendant douze matinées.

Le projet détaillé présenté par le Bureau d'études retenu APS n'est pas présenté, ni les incidences environnementales, économiques et sociales évidentes du projet, malgré les remarques et demandes formulées par les riverains, usagers, commerçants et forains de La Plaine. Il n'y a ni commissaire enquêteur désigné ni rapport de commission d'enquête publique indépendante. Dans ces conditions se pose la question du respect par la Métropole et la Soleam des dispositions du code de l'urbanisme notamment vis-à-vis des dispositions de la loi ALUR du 24 mars 2014.

En effet, l'article L103-2 du nouveau code de l'urbanisme stipule

désormais que sont soumis à concertation publique :

3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'État ;

4° Les projets de renouvellement urbain.

L'opération « Grand centre-ville » relève d'une logique globale de renouvellement urbain relevant de l'alinéa 4 sus-visé. Quant à l'opération de la place Jean-Jaurès, il s'agit d'une opération d'aménagement d'une place publique de 2,5 hectares, modifiant le cadre de vie des habitants, l'environnement, les surfaces végétalisées et piétonnières, la circulation et l'activité économique des forains et commerçants sédentaires, ce qui semble relever de l'alinéa 3 précité.

La question se pose donc au sujet de la légalité d'une « concertation » sans véritable commission d'enquête publique incluant une concertation digne de ce nom. Quand un pouvoir veut passer en force, sans s'être donné les moyens d'en analyser les conséquences sociales, environnementales et économiques, afin de présenter un « bel objet » aux municipales de 2020... Que faire ? Alors il reste aux habitants et usagers l'arme du droit.

**« S'il se passe de l'avis des usagers, il perdra sa légitimité »**





# Entretien

avec  
un ex  
de la  
Soleam

## DANS VOTRE TRAVAIL, QUELLE ÉTAIT LA MARGE DE MANŒUVRE PAR RAPPORT AUX ÉLUS ?

Dans le comité de pilotage, la marge de manœuvre est assez étroite. Parfois la Soleam essaie d'y défendre un projet qu'elle a mené avec un minimum de conviction. Elle cherche à déployer des arguments qui sont acceptables pour la Ville, en termes financiers, de planning et de contenu. Mais si tu ne vas pas dans le sens attendu, tu es rapidement mis de côté. Face aux élus, les concessions à opérer sont quotidiennes.

## À QUEL POINT UNE APPROCHE PARTICIPATIVE EST-ELLE MENÉE POUR ENRICHIR LE DIAGNOSTIC OU PERMETTRE DU SOUTIEN AU PROJET ?

D'une manière générale ça se fait peu. J'ai proposé des dispositifs participatifs avec des artistes, des centres sociaux et des écoles. La Soleam et la Ville en n'avaient pas l'habitude. J'ai dû me battre. Même des chefs de projet m'ont demandé pourquoi je me compliquais la vie : «fais ton projet!». Une autre difficulté c'est que toi, en tant que technicien, tu as le savoir. Tu es celui qui est capable

de répondre à tout, aux contraintes techniques et juridiques, budgétaires de calendrier. C'est difficile de sortir de ce rôle là. Même pour moi qui suis sensibilisé à ces questions. Tu es pris dans une approche hypertechicienne qui ferme la porte à des idées parfois plus intéressantes ou plus créatives. La dimension sociale et humaine est finalement peu considérée y compris de la part des techniciens. Souvent, on arrive avec un joli projet peu capable d'évoluer, qui ne prend pas en compte le contexte local et qui se dégrade au bout de quelques années, parce qu'il n'y a pas d'entretien derrière. Quant aux élus, la concertation ne les intéresse pas ; je pense qu'ils comprennent peu de chose à l'urbanisme et encore moins aux problématiques sociales.

## AU NIVEAU STRUCTUREL, DE BUDGET, D'OBJECTIFS, DE CALENDRIER, Y A-T-IL DU TEMPS ET DES MOYENS POUR UNE «VRAIE» CONCERTATION ?

C'est vrai que peu de place est faite à la concertation sur la totalité du temps dédié à un projet. Trouver un consensus prend du temps. On laisse tomber et préfère une communication sur de jolis panneaux ou des réunions publiques d'information. La Soleam est payée sur

des résultats, à certaines étapes du projet, comme à la remise du diagnostic, du bilan financier avec les études et puis à la livraison finale. Il faut que ça avance. Au niveau individuel aussi, la densité de travail (de 40 h à 60 h par semaine incluant des fois les week-ends) et la difficulté de résoudre des problèmes hypercomplexes font que tu peux facilement perdre du recul sans que tu aies de mauvaises intentions.

Ce qui me gêne dans ce travail, c'est que c'est difficile d'avoir un raisonnement un peu plus large, au-delà du micro-contexte. C'est vrai qu'il existe des études de l'Agam<sup>1</sup> ou des techniciens très compétents qui conçoivent et réfléchissent la ville dans son ensemble. Néanmoins je me rappelle très bien de discussions avec la direction de la Soleam au sujet du projet de La Plaine : il faut intégrer des enjeux sociaux plus globaux, des usages divers. Ça n'a pas trop été fait.

<sup>1</sup>/ Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise.

## Décryptage

La Soleam est la société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise. Son capital de 5 000 000 € est fourni principalement par la ville de Marseille (75%) et la Métropole (24,16%) avec qui elle a signé une concession d'aménagement sur les 35 pôles du projet Grand Centre-Ville. Elle lance les études au niveau urbain, social et de l'habitat ; dirige les cahiers de charges de chaque concours ; lance les marchés publics et

choisit les opérateurs de chantier. À chaque étape, les décisions prises sont validées par un comité technique et un comité de pilotage. Le comité technique est composé par des techniciens de la Soleam et de la Ville, notamment du Service de l'aménagement et de l'habitat. Lors de réunions tous les deux ou trois

mois, il valide les étapes de travail. Le comité de pilotage est composé des élus en charge de l'urbanisme et de des maires de secteurs. La Soleam y présente les différentes options qui doivent être arbitrées ; c'est là que sont prises les décisions les plus importantes, en termes d'objectifs, de financement ou de projet d'aménage-

# CONCERTATION

Entre novembre et décembre 2015, la Soleam a lancé via Res publica une première concertation sur son projet de réaménagement de La Plaine, sous la forme d'«ateliers» qui exprimeraient les attentes de la population du quartier en termes de rénovation de la place.

## QUEL ÉTAIT L'OBJECTIF DE CETTE PREMIÈRE CONCERTATION ?

Faire participer la population à l'écriture du cahier des charges (le programme) du concours pour le choix de l'équipe de paysagistes en charge du projet.

## COMMENT LES RÉSULTATS DE LA CONCERTATION ONT-ILS ÉTÉ PRIS EN COMPTE ?

Si on compare le programme du concours et les comptes-rendus des ateliers de concertation rédigés par Res publica (voir site de la Soleam), on peut constater que les propos des participants n'ont pas vraiment été pris en compte. De plus, les nombreuses questions au sujet des invariants du projet et son impact sur la vie du quartier n'ont toujours pas trouvé de réponses concrètes. Au final, ce qui en découle ressemble fort à l'étude de programmation du départ, celle fuitée en septembre 2015. Les résultats ont ensuite été transmis aux quatre équipes en lice pour l'élaboration du projet. Dans celui d'APS, l'équipe lauréate, on a du mal à voir une réponse aux inquiétudes exprimées lors de la concertation.

En mars, une deuxième phase de «concertation» a eu lieu, qui n'était en fait qu'une exposition du projet dans ses grandes lignes avec un registre sur lequel les visiteurs pouvaient s'exprimer par écrit.

## QUEL OBJECTIF CETTE FOIS-CI ?

Il semble qu'il s'agissait pour la Soleam de répondre à l'obligation de consulter la population sur un projet ayant un fort impact sur la vie du quartier. Le conseil de la Métropole en a d'ailleurs validé les modalités de déroulement et de validation.

## QUEL IMPACT LES AVIS RECUEILLIS POURRONT AVOIR SUR L'AVANCEMENT DU PROJET ?

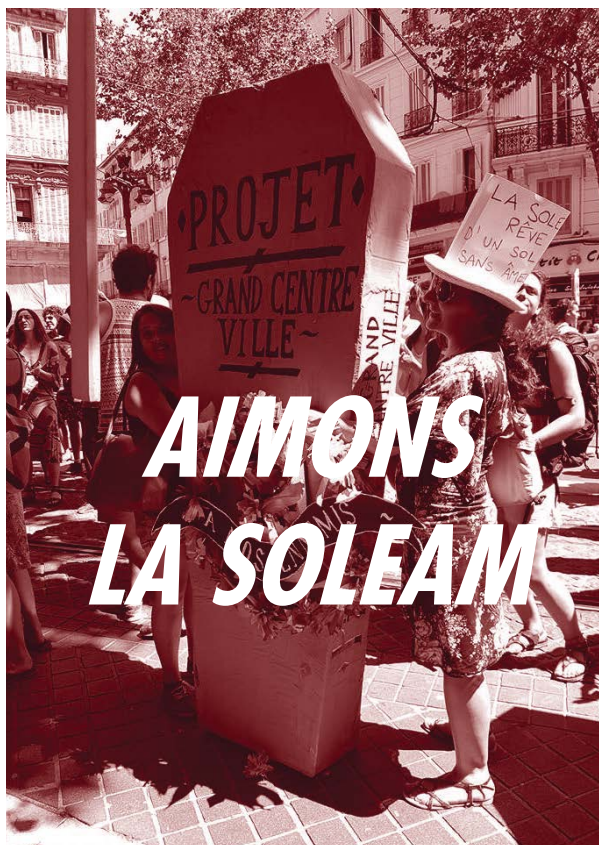
Aujourd'hui, le bilan de cette deuxième concertation reste inconnu et la Métropole ne l'a toujours pas validé. Par contre la Soleam avance dans son planning très serré: les avis des marchés publics pour choisir les entreprises qui vont réaliser les travaux ont été publiés en août, et selon une procédure visant à réduire le délai de réception des offres.

Si du bilan de cette concertation émergent des avis négatifs ou des questions structurelles sur les choix effectués dans ce projet, comment y répondra la Soleam ? Et comment la Métropole pourra valider cette concertation et l'avancement du projet ?

## LA PAROLE DES PARTICIPANTS MÉPRISÉE ?

### AIMONS LA SOLEAM ?

Pour la première concertation de novembre 2015, la Soleam avait fait le choix d'un prestataire, Res Publica, ayant une vraie expérience dans le secteur (pour 40 000 euros). En revanche, en mars 2017, déçue du travail des «ingénieurs de la concertation», elle a préféré miser sur une valeur plus sûre: les experts en communication ! Ce choix correspond finalement très bien à la notion que Chenoz se fait de la concertation: un bon coup de marketing afin de faire passer un projet ! Et pourquoi ne pas faire appel à ceux que l'on connaît déjà si bien ?

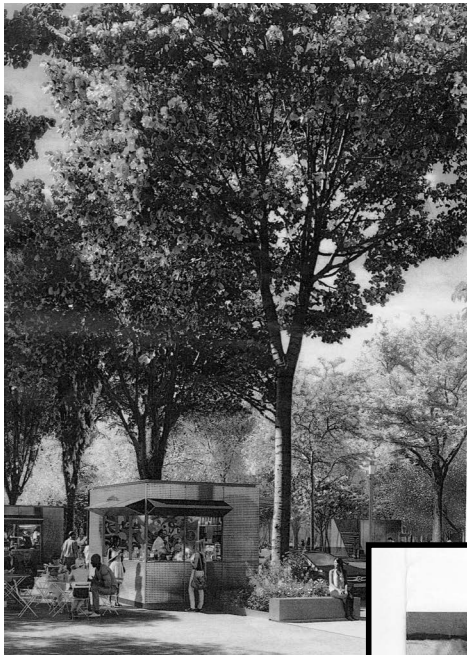


# AIMONS LA SOLEAM

Le nouveau prestataire de la Soleam, la société Artkom, agence de «communication globale» a remporté en 2015 un marché de plus de 100 000 euros lancé par la direction du service «Attractivité et Marque» de la ville de Marseille. Puis en 2016, Chenoz, Biaggi, Moraine et Cie, candidats LR et UDI, ont fait appel à eux pour organiser la campagne électorale aux législatives de 2017, «Aimons la France»

Pariant sur le même cheval, la Soleam a confié à Artkom le paquet communication/ concertation pour l'ensemble de son Opération Grand Centre-Ville (OGCV): 3 marchés publics pour un montant pouvant atteindre les 600 000 euros.

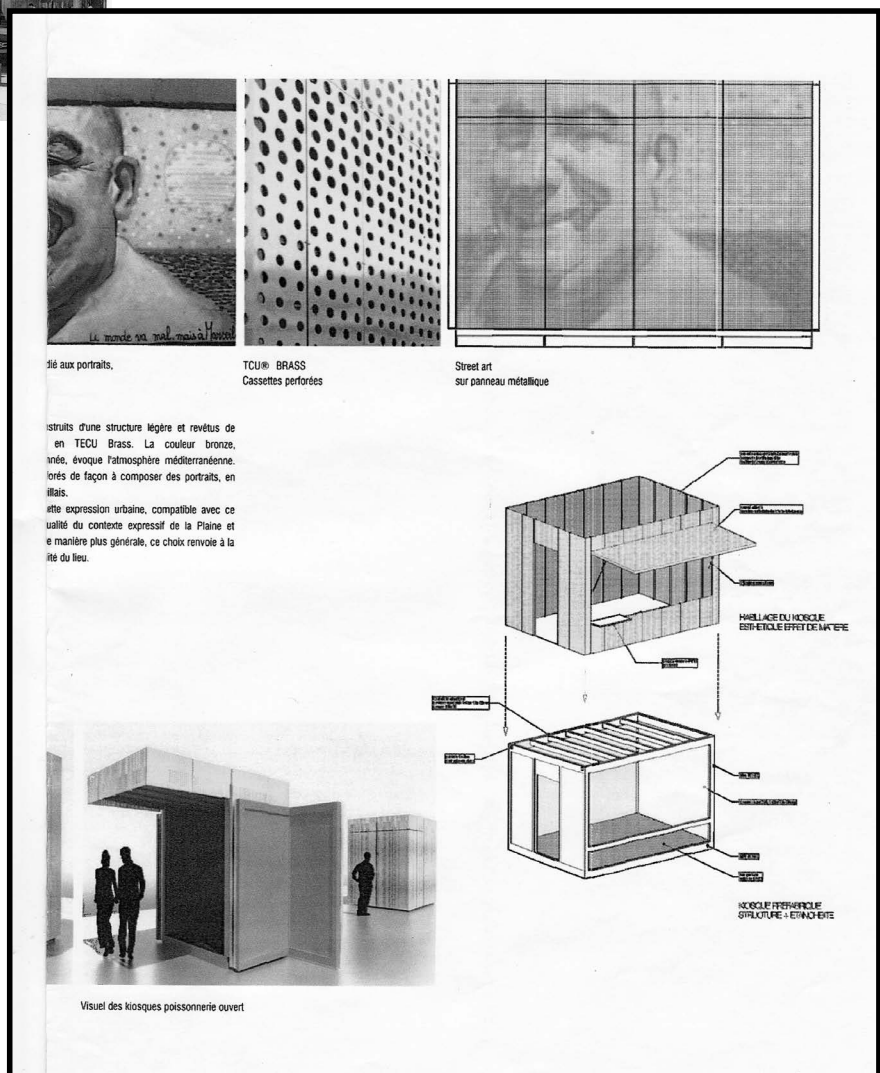
Adieu  
kebabs  
et falafels,



Avant l'été, les kiosquiers ont reçu la visite de la Soleam. Leurs kiosques actuels ont été soumis à diagnostics pour tester la nature des matériaux en vue de leur démolition. Les nouveaux kiosques seront «tendance»: revêtement métallique sur structure en bois, illustrés style street-art avec des portraits d'habitants du quartier, les «figures de la Plaine» selon la Soleam, qui à la fin des travaux n'y auront plus leur place en vrai! Petit «détail»: il ne sera plus possible d'y cuisiner du chaud. Adieu kebabs et falafels, bonjour wraps et salades...

Bonjour  
wraps  
et salades

# À QUELLE SAUCE VEUT NOUS MANGER LA SOLEAM?



# VIGANO

Où es-tu ?  
que fais-tu ?

# GANO

**Où l'on apprend le retrait en catimini de la «starchitecte» Paola Vigano du projet de réaménagement de La Plaine. Trop de désaccords vis-à-vis de la politique urbaine de la Ville qu'elle juge, selon Marsactu, trop «technocratique»? En tout cas, on ne s'en est vanté du côté de la Soleam.**

Mais bon, après les projets concoctés en secret, les semblants de concertations, manipulations et mensonges divers, on n'est pas à une entourloupe près de la part de nos «décideurs».

C'est l'histoire de trois apprentis journalistes un peu schlags et tout à fait naïfs préparant la quinzième mouture de leur émission mensuelle sur Radio Galère. Cette sortie sur les ondes devait proposer un état des lieux du projet de réaménagement de La Plaine.

En quête d'une objectivité fuyante, ils ont voulu en savoir plus sur la vision de l'architecte du projet, la Milanaise Paola Vigano, en lui passant un coup de fil à l'improviste.

Depuis l'émergence publique du projet de la Mairie, porté par la Soleam, cette star européenne de l'architecture, reconnue pour son franc-parler sur la question de l'implication citoyenne notamment, était de tous les articles traitant du sujet. Et pour cause, son nom figure sur des documents officiels, tels que la liste des collaborateurs de l'agence de paysagistes APS lors de l'appel à projet, ainsi que sur la confirmation de signature du marché public avec cette même équipe, entre temps désignée lauréate du concours de la Soleam.

Le coup de bigot dure à peine quelques minutes, puisque à la surprise de nos reporters en herbe, le cabinet de M<sup>me</sup> Vigano répond qu'une note a été envoyée, en juin 2016, à APS, stipulant la fin de sa collaboration au projet de la place Jean-Jaurès.

Ces derniers refusant de communiquer sur le sujet, les néo-enquêteurs, adrénaline de petits bleus aidant, poussent la naïveté jusqu'à vouloir appeler la Soleam. Commence alors un périple téléphonique au pays de la bureaucratie. Au poste-frontière, un opérateur électronique à qui il faut énoncer le nom du correspondant désiré. Quelques mesures de musique d'ascenseur plus tard, c'est une employée ébahie qui explique qu'elle va devoir transférer l'appel à sa supérieure, puisqu'elle est dans l'incapacité de lister la composition du consortium bénéficiaire de l'appel d'offres. Douce musique à nouveau et nouvelle interlocutrice, sans nul doute une gradée de l'armée des post-it. Le dialogue de sourd culmine

par un «Ah bon!?» malencontreux lorsque les consultations publiques en mairie sont évoquées. Cette fois-ci le caporal en chemise de dossier renvoie vers le directeur général de la Soleam. Mais en différé: «Je prends note de votre appel et on vous recontactera...»

Le post-it a dû prendre le mistral, puisque personne n'a jamais daigné donner suite. Et ce ne sont pas les réponses laconiques de M. Chenoz, interrogé le jour même par *La Provence*, qui permettront de comprendre pourquoi le nom de Vigano est associé au projet fin 2016, alors que celle-ci s'en est distancée en juin. Peut être n'a-t-elle envoyé qu'un seul exemplaire de sa lettre et non les deux et demi réglementaires...





# Le silence n'est pas toujours d'or

Certains riverains de la place Jean-Jaurès se plaignent des nuisances et du tapage nocturne, surtout en été. Et ce ne sont pas tous des aigris ou des grincheux... Alors que la mairie parie sur le laisser-faire, se pose la question de la liberté, du respect mutuel.

Se pose aussi la question de la mémoire. Ce quartier a toujours été animé. Pendant longtemps, il a gravité autour du marché de gros, où se négociaient 24h sur 24 les fruits et légumes de la région (sur La Plaine) et ceux arrivés par bateau (sur le cours Julien).

Lorsqu'en 1974 cette activité est transférée au Marché d'intérêt national des Arnavaux, le brouhaha permanent des charettes et des « artisanes » fait place au silence. La déprime s'empare du coin des rues, où règnent en princes tristes les dealers d'héroïne.

Une décennie plus tard, les anciens mûrissoirs à bananes et autres entrepôts abandonnés sont investis par des bars, des salles de concerts et des restaurants, participant à la renaissance culturelle de Marseille – scènes hip-hop, rock, raggamuffin...

Depuis, le cœur du quartier bat au rythme de cette vie nocturne, du marché de détail tri-hebdomadaire, des cafés et des jeux d'enfants. Certains s'en plaignent. Soleam et CIQ brandissent le spectre des « conflits d'usage ».

De son côté, appliquant une vieille recette de la spéculation immobilière, la mairie joue le pourrissement. Elle

espère ainsi semer la zizanie et la lassitude, pour mieux vendre au quartier sa « rénovation » comme une séduisante embellie.

Mais attention, cette « libération » aura un prix ! Un chantier Attila qui durera deux ou trois ans va amener son lot de nuisances majuscules : poussière, vacarme des machines, chaos de tranchées et de palissades, stress, faillites...

Au lever de rideau, une nouvelle artère coupera la place en deux, provoquant un étranglement circulatoire. Les commerces ruinés ou préemptés par la mairie seront remplacés par des « commerces de bouche » à grandes terrasses. Et, pas de doute, cette privatisation de l'espace public sera rentabilisée jusque tard dans la nuit.

*À qui se plaindront  
alors les voisins ?*



L'OR DE  
LA PLAINE

# La Plaine, il est encore temps de tout

En juin 2017, sur la place Jean-Jaurès, s'est déroulé durant 10 jours le festival L'Or de la Plaine, en réaction au plan de requalification de grande ampleur prévu pour 2018. Plus de 30 événements, tous gratuits ou à prix libre, organisés collectivement, sans subvention, ni autorisation. L'intention était d'organiser « une semaine pour construire d'autres formes plus proches du lieu, de ses habitants et de sa mémoire. L'occasion de confronter nos multiples manières de s'approprier l'espace, d'écouter des histoires de luttes d'autres horizons et de mettre sur la table nos points de vue pas toujours convergents. »

D'où cela est-il parti ? D'une idée qui a germé dans la tête de quelque-unEs, en marge des assemblées de quartier, et qui s'est mise à circuler. « Et si, face à ce projet que l'on nous impose, on prenait un temps long pour réfléchir, se rencontrer, échanger et s'organiser ? ». Pas un débat, un spectacle ou une manif, mais tout ça à la fois !

Et ça a pris ! Quatre mois de préparation, plus de vingt réunions, dix jours de construction, des ateliers de sérigraphie, d'écriture et de graphisme, des sessions d'affichage et bien d'autres choses encore, auront permis aux idées de fuser, aux connexions de s'activer et aux complémentarités de se trouver. Chacun y va spontanément de ses savoir-faire, de ses connaissances et de ses réseaux.

Deux semaines avant, c'est le branle-bas de combat. Course, récup' de bois, constructions, affichage, jingle radio ! Tout cela se fait sans chef et sans hiérarchie, mais entretenu par la confiance, les engagements et les sensibilités de chacun et chacune et par les liens qui s'expriment sur l'instant.

On avance les sous s'il y en a besoin, sûr de se rembourser même si tout sera à prix libre. Ici, loin du marchandage, la vie se déploie librement, s'expérimente, se confronte. Du commun naît, de nouveaux liens se créent, des mondes se rencontrent, des savoirs se transmettent.

Et c'est déjà beau. Le festival arrive, bien chargé, il y a même des événements qui n'ont pas trouvé de créneaux ! C'est dire qu'il existe des envies de s'exprimer ! Tout est un peu à la bourre, mais les solutions sont nombreuses et les aides/soutiens sont là. Que ce soit pour prendre le balai avant les événements ou pour installer tables et bancs. Il y a aussi eu des moments moins drôles, de la fatigue, des vols et des voisins mécontents. Et si cela sera pris en compte, intégré et réfléchi, il en ressort ceci de positif : même si c'est sur un mode conflictuel, un dialogue s'installe, des rencontres ont lieu.

Vous trouverez dans ces pages une illustration non exhaustive de la semaine, pour garder une trace et ébaucher quelques pistes pour la suite.

# Constructions

Du bois de récupération, quelques vis, un peu d'huile de coude et des nouvelles constructions ont poussé !

- Trois estrades modulables, entre scène et ring de boxe
  - Un bar mobile : pour le goûter des enfants et l'apéro des adultes
  - Des bancs dans le jardin d'enfants, là, à l'endroit exact où il y en avait la nécessité. Une évidence qui naît de la pratique et de l'observation
  - Et... une bibliothèque robot, comme ça, pour le plaisir de lire !
- Puis, suite aux conseils de copains de Barcelone, quelques panneaux pour expliquer, car certains se demandent si ce n'est pas la Mairie qui...!



Il suffit de s'allonger quelques instants sur les planches en bois de la camera obscura pour que la vie multiple du square devienne vision en temps réel. Il n'y a pas de hiérarchie de plans ni d'arrêt sur image, juste un tableau vivant clair-obscur qui se fait et se défait sans hâte. Les passants, les joueurs, le ciel bleu, les minots, les chiens, les acacias en fleur, les boules de pétanque. Bref, La Plaine! Et pourtant, pour s'en imprégner, il faut tenter l'apnée noire de cette boîte éphémère et le coup précis de la lumière, prêt à la percer par un tout petit trou.

*Monde à l'envers*

À la Plaine Il suffit de s'asseoir dix minutes et de regarder la diversité des personnes qui utilisent la fontaine pour se demander qui, un peu sain d'esprit, voudrait la supprimer? Des bricoleurs passionnés l'ont alors restaurée et remise en marche. Enfin, l'eau coule! Pourtant dans le projet de réaménagement «la réintroduction de l'eau sur la place n'est pas souhaitée par les membres du Comité de Pilotage».

*Fontaine  
Acte II*



# Pasta Popular!



De l'eau, des paquets de farine qui voyagent tout le long des tables. Les mains plus ou moins expérimentées se mêlent à l'énergie des gamins qui s'y mettent pour la première fois. Des gestes ressortent

de mémoires d'ailleurs, d'autres s'installent. La sauce tomate à l'ail mijote juste à côté. La Plaine qui sent la maison. Les odeurs et les bruits de cuisine qui débordent dehors, en ville.

## Les mots des anciens Apéro historique

Il était une fois un quartier qui prenait le risque de se transformer en captant les possibilités du lieu plutôt qu'en servant la seule logique du profit. Les cafés musicaux poussaient à la place des magasins de légumes vidés par le départ du marché en gros du cours Ju. Les années 1980 venaient d'arriver et c'est dans tous ces nouveaux petits lieux, entre tchatte et pastis, qu'une nouvelle spontanéité créative germe, en prenant les formes multiples d'un métissage musical et humain tout à fait unique à Marseille, destiné à marquer sa scène.



# Plaine 'n' Box

SOUS LE SÈCLE LA PLAINE

La boxe populaire. On se retrouve toutes les semaines pour échanger quelques sparings au club. Alors pourquoi pas là, au milieu de La Plaine et puis sur les Tables, transformées pour l'occasion en ring par nos bricoleurs fous. Excitée par la fougue des combats et l'absurde de la situation, la foule crie de plus belle, du haut des magnolias, jusqu'aux abords du square !



*Et pendant ce temps, du côté des enfants...*



Un peu de magie a animé pendant ces quelques jours le parc des enfants, entre ateliers, spectacles de marionnettes, clowns, buvettes à sirop, crêpes et barbe-à-papa... on ne respirait pas le même air que d'habitude! Les constructions ont surpris des parents. Certains d'entre eux ont

commencé à changer de regard envers ces « constructeurs de Tables ». Des échanges, des mots. Des passerelles entre les deux parties du square ont commencé à être tendues. Une magie qui a donné des envies de continuer... Mais quelle place pour les enfants dans les projets urbains ? Quels re-

gards portent-ils sur les espaces qui leurs sont dédiés ? On a voulu se poser ces questions et surtout, les poser aux enfants lors de deux ateliers, où ils ont pu imaginer comment améliorer les jeux existants et réaliser des constructions éphémères.



## *La Parole sous toutes ses formes !*

Barcelone, Notre-Dame-Des-Landes, val de Suze, Marseille, Couvin, Hambourg, Lyon! Plein de témoignages croisés de lutte, mais à la base une seule qualité de présence. Celle qui vient du choix d'être en relation avec le lieu, de se reconnaître comme une de ces formes de vie parmi les autres et prête à les défendre.

C'est à cette source que puisent leurs forces les chants qui nous relient en circulant de bouche à oreille. De la Cucaracha à Chiara, d'El Cabaret à KTA et de Nadia jusqu'aux chants spontanés de jeunes Syriens qui nous ont rejoints, comme un appel à être là, dans un temps et un lieu précis, et à la fois à franchir toute frontière.

# Une manifestation, sur un air de carnaval!



Les sens rassasiés par cette semaine de lutte bien remplie, il nous faut maintenant crier haut et fort ce que nous pensons, aux oreilles de ces politiques qui nous nient. Alors, dans le style et comme il se doit, les drapeaux

bien hauts, on chante fièrement «*la Plaine ou rien*», on trimbale des cerceaux dédiés à «*nos ennemis*». Ça se passe à la Plaine, mais c'est aussi partout à Marseille. Pleins de dérision, on enterre la Soleam, mais aussi son opé-

ration «*Grand centre ville*», Euromed et leur ami Vinci, toutes ces mafias institutionnalisées. On attendait que les forains nous rejoignent avec leurs camions. On sera là à les attendre aussi pour la prochaine fois!

## Et où les irréductibles commencent toujours par un Grand Banquet



Si en 1848 on détruisait les utopies ouvrières à grands coups de ré-urbanisation, c'est qu'on craignait la propagation des révoltes. En 2017, le grand banquet de la Plaine annonce un éclair de mémoire et une utopie en devenir.

# LE TEMPS

Le temps de l'Or, temps important de l'or du vivant. Hors-norme. Temps caniculaire, mais intense; pause du quotidien. Changer d'angle de vue et revoir les évidences. Les récits fusent et l'œil lucide constate. Partout, les stratégies de métropolisation font loi, elles sont régies par les mêmes règles intransigeantes et froides de l'économie. L'objectif est toujours d'attirer les grands investisseurs et d'enrichir le capital déjà bien implanté dans la ville au mépris de celui qui y vit! Il s'agit bien de déporter l'existant pour installer un sanctuaire dédié à la consommation.

Les oreilles bien à l'affût, on remarque ainsi que partout la vie résiste aussi, s'organise et nous appelle! Dans la lutte, l'attention au territoire et aux liens entre toutes ces formes de vies a priori antagonistes qui le composent est d'une importance majeure. Car en face, la division et le contrôle de ces liens font le jeu de ceux qui gouvernent. Mettre en jeu les corps, être pleinement là — avec toutes les conséquences que peut comporter notre refus de nous soumettre à une décision qui nous paraît fondamentalement mauvaise —, nous semble être le point de départ de toute lutte conséquente.

La question de la victoire s'est déplacée. On ne gagne pas forcément «LA LUTTE», mais expérimenter, chercher à construire collectivement l'existant, créé un élan capable de bouleverser l'ordre normal des choses.

Certains cris nous rappellent comment la France n'a eu de cesse de jalouser l'indépendance de Marseille, sa résistance à la couronne ou à l'homogénéisation du nationalisme. Et nous ressentons que Marseille sait être une terre de résistance, tout en restant une ville portuaire curieuse du monde qui l'entoure et accueillant le voyageur.

Il nous appartient de savoir quelle Plaine nous voulons, de quoi nous voulons peupler nos rues. Qu'elles soient encore pleines de vies et de folies, ou bien «passantes», désertes, livrées aux investisseurs et à la spéculation?

Prendre soin ici des différents usages du temps et de l'espace. En imaginer d'autres. Leur donner la place qu'il convient. Permettre le débat. Tenter de tirer collectivement des constats lucides des conflits. Aller vers l'expérimentation de liens qui ne soient pas régis par les fausses oppositions ou l'individualisme du «moi je».

Maintenant, le projet nous est imposé, les chantiers vont commencer. La question n'aura jamais été aussi proche; que faire et comment faire? Allons-nous faire frontalement barrage aux machines et réinventer une manière collective de traiter les nombreux problèmes présents à la Plaine?

## DE L'OR

# ON SE LAISSE PAS FAIRE !

## La pression d'Euromed s'accroît aux Crottes, mais la population résiste...

Sous le soleil la Plaine a rencontré le collectif **On se laisse pas faire!** qui regroupe habitant.e.s, commerçant.e.s et usagers du quartier des Crottes. Le quartier est aujourd'hui touché par l'extension du programme Euromed qui prévoit une reconfiguration totale de ses activités et de son habitat. Exit certains entrepôts et commerces, exit une partie des logements modestes, exit l'activité de mécanique auto emblématique du quartier, car il est prévu de «requalifier», d'attirer des activités de services haut de gamme, de densifier l'habitat. Ici, c'est pot de terre contre pot de fer... l'opération a été déclarée d'utilité publique. À ce stade du projet, le collectif se bat pour le relogement dans le quartier des habitants expulsés, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

Le rouleau compresseur d'Euromed avance tranche après tranche, détricote le quartier actuel pour établir celui du fu-

tur. Si la première réalisation sur ce périmètre, l'écocité Allar, a été construite à la place d'un parking et d'un terrain en friche, les nouvelles phases s'attaquent à des parties bien vivantes du quartier: la rue de Lyon et le marché aux puces. La commission d'enquête acquise aux intérêts d'Euromed (elle a donné un avis favorable à la déclaration d'utilité publique, préalable aux expropriations) s'est sentie obligée malgré tout, pour la forme, de calmer la boulimie de destruction des aménageurs... elle demande de «reconsidérer le projet de démolition de la rue de Lyon au regard de l'impact social de l'opération et de l'histoire des lieux». Les logements ouvriers de la rue de Lyon sont des petits appartements traversants offrant une vue dégagée côté Est, et disposant de petits jardins au rez-de-chaussée. Actuellement les numéros 106, 124, 126 et 128 de la rue sont en phase d'expropriation. Le couple Mori, plus de 80 ans de présence dans le quartier et propriétaire depuis 56 ans de son logement, est frappé d'expropriation. Les négociations se font encore à l'amiable, mais ils sont prévenus que s'ils persistent à refuser les «offres» d'Euro-

med, la suite se passera au tribunal. Les voilà contraints à jouer un coup de poker avec le sous-traitant désigné par Euromed pour mener l'opération. Leur voisin a finalement cédé, mais avec un prix au mètre carré inférieur à 2000 €, comment réussir à se reloger ensuite dans le quartier?

Actuellement, le gros morceau touché par la déclaration d'utilité publique est l'îlot XXL. Ce périmètre, confié à Bouygues pour le réaménagement, recouvre le marché aux puces, des commerces, des petites entreprises et un immeuble d'habitation. Ce dernier, composé de 19 logements, va être rasé. Si des tractations existent entre l'unique propriétaire et Euromed, les locataires, eux, ne semblent pas avoir leur mot à dire. Alors, au sein du collectif **On se laisse pas faire!**, ils commencent à s'organiser afin d'être relogés dans le quartier. La bataille ne s'annonce pas facile, Euromed, qui dispose de logements sociaux réalisés dans le premier secteur, les a déjà promis à une partie des déplacés des programmes de renouvellement urbain (ANRU) et l'écocité Allar, bientôt terminée, s'adresse à une population nettement plus aisée.



# Noailles, notre nid d'abeilles

À l'automne, le marché de Noailles va être déplacé temporairement sur la Canebière, le temps de réaliser les travaux de « rénovation » de la place du Marché des Capucins. Une information qui court les rues. Et forcément, sans information claire ni vraie concertation avec les forains en amont de ce déplacement, la paranoïa s'installe. Consultés, des membres du conseil citoyen du 1-6 nous rassurent : selon le service Aménagement et habitat de la ville de Marseille, il n'y aurait pas d'enjeu : après les travaux nécessaires, le marché reprendra toute sa place... Début juillet, aucune information officielle et précise sur la nature des travaux n'est encore divulguée, mais elle ne « saurait tarder » nous dit-on. C'est dans ce contexte que nous sommes partis à la rencontre du quartier, de ses commerçant.e.s et habitué.e.s. Entre perplexité, inquiétude et méfiance, les choix stratégiques de la ville sont critiqués et débattus. La « montée en gamme » du marché de La Plaine avec réduction du nombre de forains ou la construction du futur hôtel quatre étoiles à Noailles ne rendent pas très sereins. Conscients que le quartier est stigmatisé, le besoin de nommer sa richesse, son passé et son présent se font ressentir : bienvenue dans notre nid d'abeilles.

## VOUS ÊTES AU COURANT QUE LE MARCHÉ DE NOAILLES, IL VA ÊTRE DÉPLACÉ TEMPORAIREMENT SUR LA CANEBIÈRE ?

**Claude, vendeur :** Nous on n'est pas au courant. Si vous, vous êtes au courant; nous, on n'est pas au courant. On n'est pas d'accord d'aller à la Canebière, il faut qu'on puisse faire le même chiffre d'affaires.

**Karim, habitué :** Sur la Canebière je ne crois pas que ça va marcher. Les habitués, ils vont partir. Il y a ceux qui n'achètent rien, mais il faut qu'ils viennent ici. La preuve, je n'achète rien aujourd'hui, mais je suis venu ici pour prendre mon café tranquille, pour voir l'ambiance, ya tout ce qu'il faut. Ya le métro, ya les légumes, j'ai fini, je prends le métro et je suis chez moi.

**Farid, client du marché :** Les bistrotts, les commerçants, ils vont baisser leurs rideaux, parce qu'ils n'auront pas de recettes. Parce que, eux, ils vivent avec qui ? Ils vivent avec les gens qui viennent au marché qui restent pour prendre un café, le pastis, l'apéro. Sinon tout le monde va fermer, à la boulangerie il n'y aura plus de monde.

## ILS DISENT QU'ILS VONT LE DÉPLACER UN TEMPS POUR FAIRE DES TRAVAUX. POUR RÉNOVER LA PLACE. ET QUE LE MARCHÉ IL REVIENDRA APRÈS.



**Farid :** Si c'est pour rénover, c'est bien. Parce qu'ici c'est le nid de l'abeille. Si on enlève le nid, l'abeille elle n'est plus là ya pas de miel après. Mais j'y crois pas. Le temps qu'ils le changent, ils le remettent plus. Parce qu'ils sont en train de faire un grand hôtel et je ne pense pas qu'ils vont faire revenir le marché.

**Isabelle, habituée :** Ce marché, c'est Marseille. Je viens une fois par semaine, nous on est les mamas. Rénover ? je n'y crois pas, ils changeront tout, ce sera plus Noailles, ce sera Noailles moderne, ce sera plus pareil.

**Eliane, vendeuse de fruits et légumes :** Si on revient ici, moi je suis d'accord, c'est un moment d'adaptation mais l'hôtel... ils croient que nous on va dégrader l'hôtel. C'est lié à l'hôtel, c'est certain, [pour eux] le marché il dégrade l'hôtel. Mais moi, je ne vois pas pourquoi ce marché il dégraderait l'hôtel. C'est ridicule de nous faire partir pour eux, pour des gens qui vont venir passer une nuit à l'hôtel.

## ILS DISENT QUE C'EST POUR FAIRE PLUS PROPRE...

**Eliane :** Cette place n'a pas besoin d'être rénovée, et je vois pas pourquoi on toucherait l'hôtel. L'hôtel c'est l'hôtel et nous c'est nous. Bon c'est vrai qu'il y a du nettoyage à faire, que les cantoniers ça sent mauvais, c'est nous qui frottons la place le lundi matin, c'est vrai il manque de propreté, les gens ils sont beaucoup sales aussi. Ils mangent, ils jettent par terre. Les étalages eux vous voyez qui sont sales vous ? Non, c'est pas vrai.

**Farid :** Les trottoirs, ils sont à leur place. Qu'est-ce qu'ils vont changer aux trottoirs ? Rien du tout. Plus propre c'est le balai, vous prenez le balai et vous donnez un coup de balai et tout est propre.



## L'INSÉCURITÉ EST SOUVENT ÉVOQUÉE...

**Eliane :** L'insécurité ? Y en a de partout où vous allez, ne dites pas que c'est Noailles, c'est tout. Vous allez à Castellane, c'est pareil, au Prado, c'est pareil, une fille d'une cliente elle s'est fait voler le portable hier à la Ciotat, c'est de partout. N'écoutez pas, ils ont fixé sur Noailles pour nous donner une mauvaise image. Moi je suis toute la journée ici, on est deux femmes avec la cousine de mon mari, on a jamais été touchées, ils font attention à nous.

**Karim :** Ici toutes les populations se mélangent, et même les touristes ils viennent beaucoup. Il y a les petits prix, c'est intéressant, et puis c'est convivial. Et il faut pas croire, on n'est pas agressé, on nous vole rien.

## NOAILLES, C'EST QUOI POUR VOUS ?

**Eliane :** C'est mon remonte moral. Vous avez pas le moral vous venez ici, de voir comment les gens ils sont aimables, de voir ce qu'ils sont. Toute la beauté d'ici ? La chaleur : on voit toutes les religions, moi je suis sicilienne, on s'adapte à tout et c'est très agréable.

**Farid :** Ici c'est un endroit de commerce c'est un endroit de tout, c'est un endroit pour les pauvres de Marseille. Si on enlève ça et ils mettent des hôtels de quatre et cinq étoiles ici, ils vont tuer le marché. Vous croyez que le touriste extérieur il va ramener ce qu'on ramène au marché maintenant ? Non j'crois pas, parce que celui qui a un euro, il vient acheter un kilo de tomates. Si on met du luxe ici on va être perdu. On a quoi ? On a le marché aux puces et on a le marché de Noailles. Le marché de Noailles est connu dans le monde entier. Tu trouves un immigré au Gabon, au Maroc, en Algérie, tu lui dis marché de Noailles, il te dit ouais je le connais. C'est l'endroit le plus visible de tout le monde. Et oui, c'est un truc patrimonial celui-là. C'est quelque chose de bien.

\*Les prénoms ont été modifiés

# La mairie brade

## HÔTEL DIEU DANS LE 2<sup>ÈME</sup>

### Place au 5 étoiles

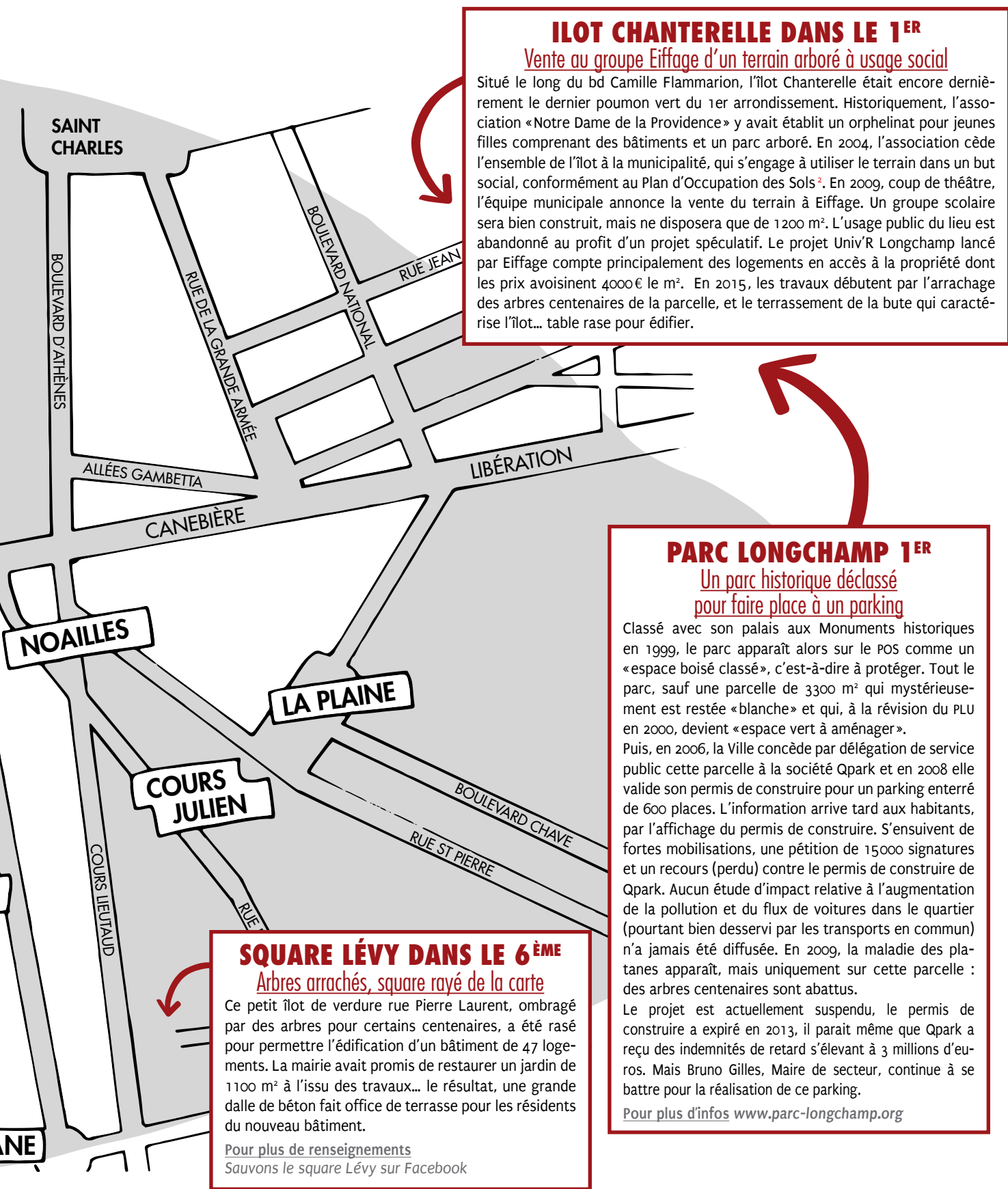
Bâtiment classé, ancienne propriété de l'Assistance publique, l'Hôtel-Dieu a été racheté par la Ville pour 9,9 millions d'euros. La mairie le cède en 2007 pour 7,5 millions d'euros au groupe Axa, financeur de l'actuel hôtel 5 étoiles exploité par la chaîne Intercontinental. Pourtant, d'autres usages publics y avaient été envisagés: un vieux projet prévoyait d'y héberger la médiathèque à vocation régionale.

## ESPACE CORDERIE DANS LE 7<sup>ÈME</sup>

### Vente de jardin municipal à un promoteur

Boulevard de la Corderie, c'est un terrain municipal de 3000 mètres carrés qui a été vendu en 2013 à un promoteur: ADIM-PACA (filiale de Vinci). Ce terrain comportait un jardin, un terrain de pétanque et un terrain vague utilisé par les ados; il accueillait aussi plusieurs activités du quartier, tels que des vide-greniers. Le promoteur va y édifier un bâtiment comportant 109 logements. Cent neuf pour se situer juste au-delà du nombre de 120 logements obligeant le promoteur à inclure des logements sociaux conformément au PLU<sup>1</sup>. Acquérir un appartement dans ce bâtiment de standing demande d'avoir une bourse capable de payer 4000€ du mètre carré! On est très loin de l'intérêt public du «logement pour tous». Actuellement, le terrain connaît une phase de pré-chantier... une carrière antique vient d'être exhumée... là où sera construit un garage privé sur 3 sous-sols...

# e les bâtiments



## ILOT CHANTERELLE DANS LE 1<sup>ER</sup>

### Vente au groupe Eiffage d'un terrain arboré à usage social

Situé le long du bd Camille Flammarion, l'îlot Chanterelle était encore dernièrement le dernier poumon vert du 1<sup>er</sup> arrondissement. Historiquement, l'association «Notre Dame de la Providence» y avait établi un orphelinat pour jeunes filles comprenant des bâtiments et un parc arboré. En 2004, l'association cède l'ensemble de l'îlot à la municipalité, qui s'engage à utiliser le terrain dans un but social, conformément au Plan d'Occupation des Sols<sup>2</sup>. En 2009, coup de théâtre, l'équipe municipale annonce la vente du terrain à Eiffage. Un groupe scolaire sera bien construit, mais ne disposera que de 1200 m<sup>2</sup>. L'usage public du lieu est abandonné au profit d'un projet spéculatif. Le projet Univ'R Longchamp lancé par Eiffage compte principalement des logements en accès à la propriété dont les prix avoisinent 4000€ le m<sup>2</sup>. En 2015, les travaux débutent par l'arrachage des arbres centenaires de la parcelle, et le terrassement de la butte qui caractérise l'îlot... table rase pour édifier.

## PARC LONGCHAMP 1<sup>ER</sup>

### Un parc historique déclassé pour faire place à un parking

Classé avec son palais aux Monuments historiques en 1999, le parc apparaît alors sur le POS comme un «espace boisé classé», c'est-à-dire à protéger. Tout le parc, sauf une parcelle de 3300 m<sup>2</sup> qui mystérieusement est restée «blanche» et qui, à la révision du PLU en 2000, devient «espace vert à aménager».

Puis, en 2006, la Ville concède par délégation de service public cette parcelle à la société Qpark et en 2008 elle valide son permis de construire pour un parking enterré de 600 places. L'information arrive tard aux habitants, par l'affichage du permis de construire. S'ensuivent de fortes mobilisations, une pétition de 15000 signatures et un recours (perdu) contre le permis de construire de Qpark. Aucun étude d'impact relative à l'augmentation de la pollution et du flux de voitures dans le quartier (pourtant bien desservi par les transports en commun) n'a jamais été diffusée. En 2009, la maladie des platanes apparaît, mais uniquement sur cette parcelle : des arbres centenaires sont abattus.

Le projet est actuellement suspendu, le permis de construire a expiré en 2013, il paraît même que Qpark a reçu des indemnités de retard s'élevant à 3 millions d'euros. Mais Bruno Gilles, Maire de secteur, continue à se battre pour la réalisation de ce parking.

Pour plus d'infos [www.parc-longchamp.org](http://www.parc-longchamp.org)

## SQUARE LÉVY DANS LE 6<sup>ÈME</sup>

### Arbres arrachés, square rayé de la carte

Ce petit îlot de verdure rue Pierre Laurent, ombragé par des arbres pour certains centenaires, a été rasé pour permettre l'édification d'un bâtiment de 47 logements. La mairie avait promis de restaurer un jardin de 1100 m<sup>2</sup> à l'issue des travaux... le résultat, une grande dalle de béton fait office de terrasse pour les résidents du nouveau bâtiment.

Pour plus de renseignements  
Sauvons le square Lévy sur Facebook

# Drôles de dimanches



## **SUR LA CANEBIÈRE**

Depuis quelques temps, la Canèbe se travestit une fois par mois. « Les Dimanches de la Canebière » promettent de réenchanter la célèbre artère grâce à un feu d'artifice artistique qui mêle intervenants associatifs et piétonnisation temporaire.

### **QUAND LA MAIRIE SE SOUCIE DES ASSOS...**

Présentée comme « un projet fait par et avec les acteurs culturels du territoire », et même « les habitants », ces Dimanches sont en réalité une initiative de la maire de secteur Sabine Bernasconi. À l'automne 2016, ses services ont pris contact avec les associations culturelles du centre-ville pour les inviter, avec insistance, à participer à ce grand raout mensuel. Qu'importe si la plupart de ces assos sont exsangues, après les coupes budgétaires post-Marseille 2013...

### **GRATUITÉ, LIBERTÉ**

De fait, les coudées franches laissées aux assos et artistes enrôlés pour animer ces Dimanches cachent une contingence plus triviale : il n'y a pas d'argent pour les payer, même les déchets sont ramassés par des bénévoles. Du coup, la mairie de secteur compense en leur octroyant une certaine marge de manœuvre. Ce qui contribue à donner une ambiance moins encadrée, plus bon enfant. Comme si l'institution voulait imiter les fêtes autogérées de La Plaine ! Mais avec des motivations radicalement opposées...

### **DES MOTS QUI PARLENT...**

Dans la bouche de Mme Bernasconi, ces Dimanches ont pour ambition première de « rendre la Canebière aux marseillais ». Mais dans ce cas, qui sont les gens vivant et pratiquant cette artère le reste du

temps ? Pas des Marseillais, selon Sabine... En attendant, la précarité, mais aussi la vitalité bigarrée du centre, qui n'en finissent pas de déborder pendant la semaine, sont mises à la marge le temps d'un après-midi. Une « préfiguration du centre-ville de demain » ?

### **BROADWAY-SUR-LACYDON**

L'objectif serait donc que l'épine dorsale du centre historique se transforme en « Living Lab », car l'on ne vient pas ici pour « acheter un kebab », mais bien pour profiter de cette nouvelle future « smart-City ». Mme Bernasconi a de l'ambition et souhaiterait que l'on parle de la Canebière comme de « Broadway ou de Soho à Londres ». Avec les mêmes prix au m<sup>2</sup> ?

*« Mme Bernasconi a de l'ambition et souhaiterait que l'on parle de la Canebière comme de Broadway ou de Soho à Londres »*



**Face à la question  
des logements**

**insalubres,**

# ***quelles ambitions à Marseille ?***

**C'est arrivé comme une bombe, à l'été 2015 : un rapport officiel de l'Inspecteur général au logement, Christian Nicol, confirmait ce que les associations dénonçaient depuis des lustres : les logements potentiellement indignes à Marseille sont au nombre de 40 000 (soit 100 000 habitants).**

Près d'un huitième de la population marseillaise se retrouve ainsi exclue du droit d'accès à un logement digne. Les familles concernées vivent dans des copropriétés dégradées, dans de grands ensembles (tels Maison-Blanche ou Bel-Horizon dans les quartiers Nord) ou dans de l'habitat ancien dans le centre (1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> arrondissements principalement). Elles y sont exposées aux problèmes de salubrité et de promiscuité, avec d'importantes conséquences sur la santé (asthme, allergies, saturnisme...).

Les raisons de cette relégation sont multiples. La compétition est sévère sur le marché privé du logement de location : les agences et propriétaires exigent CDI, garants et niveau de revenus élevés. Dans le parc social, la faiblesse de l'offre nouvelle se combine au fossé infranchissable du niveau des prix pour les ménages qui pourraient sortir du parc HLM par l'accession à la propriété. Enfin, il faut mentionner les carences, faute de moyens et de personnel, du Bureau d'hygiène et de l'Agence régionale de la Santé pour lutter contre les marchands de sommeil.

Si le rapport Nicol constate l'importance du nombre de copropriétés en déshérence et leur ghettoïsation lente et progressive, il propose également des pistes pour agir : inclure dans les objectifs d'Euromed celui d'apporter des solutions aux habitants des grandes copropriétés dégradées ; avoir recours à l'Établissement public foncier régional (EPF) pour contrôler les prix, acheter, faire rénover

et revendre à des opérateurs dans le cadre du logement social. Une solution qui a fait ses preuves à Toulon.

Mais, patatras... la majorité Estrosi/Muselier du Conseil régional qui préside l'EPF a refusé, sous prétexte de « ne pas augmenter les impôts » (en l'occurrence la Taxe sociale d'équipement, impôt très faible dont les ménages modestes sont exemptés).

Peu volontaire sur le dossier du logement social, le projet « Ambition centre-ville » est au contraire très intrusif pour ce qui est de convertir les activités du centre-ville. La Ville s'est dotée de nouveaux outils d'intervention qui lui permettent de préempter les baux des locaux et fonds de commerces grâce à un budget dégagé par le Département et de sélectionner à son gré les activités qui s'avèrent de son goût (avec une préférence pour le luxe comme le choix d'un hôtel 4 étoiles pour l'îlot des Feuillants ?), porte ouverte à tous les « arrangements entre amis ».

# Les bonnes soeurs se meurent, vive la gentrification !

## QUARTIER BELLE-DE-MAI

Début 2017, les religieuses d'une congrégation ayant fait voeu de silence, installées dans le couvent de la rue Levat depuis 1843, ont définitivement quitté les lieux, libérant ainsi une immense bastide provençale et 17 000m<sup>2</sup> de jardins et de vergers en plein quartier populaire de la Belle de Mai, à deux pas d'un autre cloître, culturel et branché cette fois-ci — la Friche. Il n'aura néanmoins pas fallu attendre que les bonnes soeurs aient bouclé leurs valises pour que cet espace voit son nouvel usage défini: avant même que le rachat, quasi immédiat, du couvent par la ville de Marseille ne soit pleinement réalisé, on pouvait déjà lire dans *Télérama*, le 18 novembre 2016, que la gestion des lieux allait revenir à l'association Juxtapoz, une association de centre-ville spécialisée dans l'événementiel artistique. Pourquoi un tel empressement ?

*« Cette transformation participe à la modification des usages et de l'ambiance du quartier en cherchant à gommer ses aspérités politiques, sa conflictualité »*

Et pourquoi Juxtapoz, une structure qui n'a alors jamais mis les pieds à la Belle-de-Mai et qui ne connaît rien aux enjeux du quartier et de ses habitants, alors que résidents et associations du coin ont par exemple revendiqué l'usage des jardins du temps des religieuses ? Les réponses sont aussi simples que la gestion capitaliste de la ville est aujourd'hui répandue. L'espace du couvent se trouve dans le périmètre d'un projet de rénovation urbaine d'ampleur nommé « Quartiers libres », piloté par l'agence suisse Güller Güller et visant à faire du quartier central Saint-Charles — 140 hectares, comprenant la réhabilitation des casernes qui jouxtent la gare — un

« nouveau lieu d'attractivité économique » selon la présentation officielle. Dans ce contexte cherchant à transformer radicalement la Belle-de-Mai, le quartier le plus pauvre de Marseille, nul étonnement que les magnifiques espaces du couvent aient entièrement échappé aux associations ou aux habitants du quartier : la possible lenteur d'une procédure d'attribution du couvent aux acteurs locaux aurait pu entraîner un temps de vacance des bâtiments, rendant le squat possible, et c'est d'ailleurs bien à une mission de gardiennage anti-squat que répond explicitement Juxtapoz en échange d'une utilisation temporaire des lieux de trois années — le temps que Güller Güller et la mairie en fixent le devenir définitif. Dans les actes, cette utilisation se traduit par une transformation du couvent en « pépinière d'artistes », octroyant des ateliers à bas prix à des artistes triés sur le volet. Il va sans dire que cette transformation participe à la modification des usages et de l'ambiance du quartier (en lui donnant, aux côtés de la Friche, une couleur récréative et ludique ; en cherchant à gommer, aux côtés de la Friche, ses aspérités politiques, sa conflictualité), préparant ainsi le terreau d'une gentrification qui, suite à La Plaine, gagnera doucement mais sûrement la Belle-de-Mai. Face à cette spoliation bien huilée, des acteurs associatifs et des résidents de la Belle-de-Mai ont publié, en mai 2017, une lettre ouverte revendiquant d'une part la révision de la convention qui offre la gestion du bâti à Juxtapoz, et d'autre part, l'ouverture du jardin Levat à tous. La réponse institutionnelle n'a porté que sur un seul point : la mairie a récemment proposé la formation d'un « comité de gestion » dont la fonction serait de prévoir les usages des espaces extérieurs. À ce jour, ce comité balbutiant est majoritairement constitué d'« experts » et minoritairement constitué d'habitants. Finalement, le départ des bonnes soeurs n'aura guère entraîné de changements : après le voeu de silence, la langue de bois.



VIE DE  
QUARTIER





# Un 1<sup>er</sup> Mai qui fait quartier!



On s'est vraiment régalez au 1<sup>er</sup> mai, de voir tous ces usages, parfois éloignés, les uns des autres en termes de ton, de niveau sonore, capables de cohabiter spatialement sur «lou Plan»: c'était une si belle illustration de ce truc tellement particulier qu'est La Plaine qu'on parle même de la faire classer «patrimoine de l'humanité»!

À un instant précis, disons vers 16h30, je traverse la place: Du côté du Bar de La Plaine, la Chourmo et les raggas, qu'un orage passager avait éloignés sont plus là que jamais: Jagdish mène la danse, et passe le mic aux darons de Massilia Sound System, ou à Sam Karpينيا; il incite les gens à aller s'informer sur l'avenir de La

Plaine sur le site de l'Assemblée. Les cuis-tots grillent des quantités gargantuesques de sardines.

À l'entrée du square, Alessi raconte qu'il a appris à faire du vélo ici et échange des nouvelles en occitan avec un couple aux têtes chenues.

Aux jeux pour enfants, des mamans arabes papotent. «C'est le jardin de tout le monde» me dit l'une d'entre elles. Les mêmes sont au moins 50 à grimper sur les toboggans ou sur les branches des magnolias. Côté terrain de boules, les pétanquistes partagent le gravier avec une quinzaine de jeunes Pakistanais qui ont tendu un filet et jouent au volley.

UN PETIT FILM  
GARDE LE SOUVENIR  
DE CE 1<sup>er</sup> MAI COMMUN  
SUR [PRIMITIVI.ORG](http://PRIMITIVI.ORG)

Ça joue sérieux. «D'habitude, on va au Prado, mais aujourd'hui, jour férié, pas de bus, alors on est venus ici!»

Au croisement de la rue Saint Savournin, l'ancien kiosque à journaux a miraculeusement réouvert et accueille l'infokiosk «maux pour maux». Les punks tiennent le pavé: pizzas vegan à prix libre et concert de Oi russe!

Pas besoin d'être tous frères, de parler la même langue ou de manger les mêmes choses pour être pourtant capables de «faire quartier». La possibilité d'usages voisins qui s'expriment en se tolérant, sans vouloir se faire taire ou se recouvrir les uns les autres pourrait en être un début.



# CHAUDE AMBIANCE

SUR

LA

PLAINE

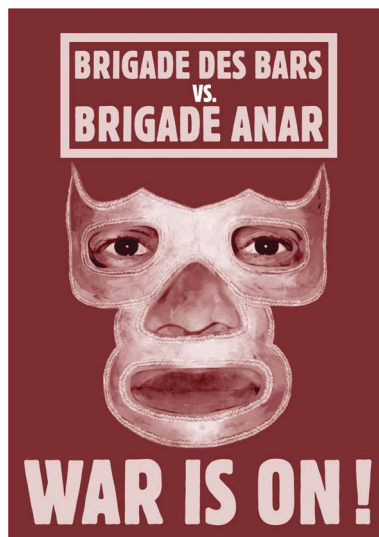
Samedi 25 mars, 23 h. Cinq voitures de la police nationale s'arrêtent devant le 59 rue Thiers. Une douzaine de policiers en descendent et s'engouffrent dans les locaux de Manifesten. Le lieu est sur le point de fermer, rideau baissé, les six personnes encore présentes – dont un bénévole de l'association – s'apprentent à lever le camp. Mais les policiers les retiennent, bloquant la porte d'entrée. Pas de justification avancée à leur présence. Un simple «*Contrôle!*». Ils mitraillent à tout va, prenant des dizaines de photos. Fouillent derrière le comptoir. Mettent leur nez partout, avant de subtiliser des documents administratifs. Et filment copieusement les présents. Avant de finalement partir, ils font carrément main basse sur la clé du bénévole, menaçant : «*Vous n'avez pas intérêt à ouvrir demain!*» Samedi 25 mars, 23 h 45 – l'équipée sauvage poursuit sa route. Les mêmes véhicules policiers s'arrêtent devant le Dar Lamifa, 127 rue d'Aubagne, où se tient un concert. Les mêmes policiers entrent à l'intérieur. Là aussi, ils questionnent et furètent en tous sens. Ils demandent les autorisations de concert et études d'impact sonore, et ils exigent des documents associatifs : statuts de l'asso, déclaration en préfecture, liste des membres du conseil d'administration.

Plus tôt dans l'année, le samedi 11 février, c'est l'Équitable Café, 54 cours Julien, qui avait eu droit à une visite policière. Des policiers municipaux, intervenant en fin d'après-midi, pendant les balances d'un concert prévu pour la soirée. Ils menacent de repasser plus tard pour constater qu'il y a bien un concert (ou qu'il n'y en a pas en cas d'annulation) et assurent qu'ils savent très bien que le lieu n'a pas d'autorisation de musique amplifiée. Le concert est annulé. Peu leur chaut que le lieu associatif aligne des années d'existence sans aucun problème. Et

lieux, parmi bien d'autres ces derniers mois, face à une pression policière qui s'intensifie.

Autant de coups de pression policiers qui s'inscrivent, à l'évidence, dans un contexte plus général : depuis quelques mois, un climat pesant s'est abattu sur La Plaine. Des bars du quartiers subissent descentes policières et fermetures administratives. Et les lieux festifs et musicaux ont droit à des contrôles plus tatillons que jamais. Il s'agit d'apurer l'animation nocturne tout autant que d'attaquer les lieux de sociabilité. Mêmes les murs du quartier en sont témoins. Voilà des mois que des équipes de nettoyage, équipées de puissants karchers et de pots de peinture, arpentent les rues pour effacer toute trace d'activité politique – les tags et affiches dits «*artistiques*» passent, eux, à travers les gouttes. Les pouvoirs publics et policiers se montrent par contre beaucoup moins zélés à freiner les ardeurs des bas-du-front. Quand un militant antifasciste bien connu du quartier est poignardé par des crânes rasés, ce sont les locaux de la sinistre Action française que les uniformes vont protéger... Une atmosphère lourde et sale qui s'ajoute à ce projet de rénovation de La Plaine que la municipalité s'entête à imposer envers et contre tout. Pour le mener à bien, il faut nettoyer le quartier. Ripoliner les façades. Extirper la contestation. Et casser les solidarités associatives et populaires.

Ne nous laissons pas faire. Les intimidations policières ne ruineront pas la vie foisonnante du quartier.



qu'il n'existe nulle trace au commissariat d'une quelconque plainte des riverains de l'Équitable – des membres de l'association s'en sont assurés. Il faut mettre la sourdine (mourir à petit feu) ou fermer, point final.

Trois lieux parmi d'autres. Trois lieux aux environs immédiats d'un quartier : la Plaine. Trois lieux qui participent activement de la vie de celui-ci. Trois



LAPLANTE

COU

PLEN

## De la Fête au Rendez-vous, en passant par le Festival...

**Un quartier sans frontières qui réunit : la Plaine, le cours Julien, la place Notre-Dame-du-Mont, la place Paul-Cézanne, la place du Chien-Saucisse, jusqu'au jardin de Tatie sans oublier la multitude des rues adjacentes... 18 hectares de concentré de culture, de conscience citoyenne et de bienveillance... Un seul mot pour résumer cet ensemble : le Plateau.**

Une fête qui née en 1998 à l'occasion des 10 ans du feu journal *Taktik* et de l'inauguration de la première rue piétonne du quartier, la rue Vian. Une fête à l'image de ce qu'était ce journal: gratuit, citoyen, éclectique. Une fête portée par les habitants, collectifs, associations, usagers, commerçants et autres extraterrestres, pourvu qu'ils soient forces de propositions et munis de bienveillance, voire d'empathie. Fabriquer une fête en ayant conscience de la typologie locale. À la fin des années 90, les fêtes de quartier fleurissent à Marseille : le Panier, le Plateau, la Belle fête de Mai, la Fête de l'Estaque, la Fête de la Busserine, et très vite la Fête du soleil à Noailles. Des milliards de cellules grises et des milliers de petites mains au service d'un «vivre ensemble festif». C'est en 1999 que l'Association cours Julien reprend les rôles de la coordination et de l'organisation de cet événement. Chaque année ce sont 6 mois de préparation, 6 réunions générales (les «apéro rencontres» avec les habitants, les associations, l'ensemble des protagonistes), 7

scènes musicales, plus d'une centaine de projets à coordonner (c'est comme construire un puzzle géant), 60 lieux, près de deux cents artistes, 5 collectifs, plus d'une quarantaine de techniciens, 150 bénévoles, de 30 000 à 50 000 visiteurs! C'est une formule qui fonctionne jusqu'en 2010. Déjà, depuis 2007, les choses étaient devenues plus difficiles: temps de crise... Tremblez pauvres terriens! 2009, Marseille apprend qu'elle sera capitale de la culture en 2013. À partir de 2010, la voilure de la fête se réduit, et devient les Rendez-vous du Plateau. En 2013, c'est la peine capitale qui s'abat sur la culture et surtout sur les initiatives locales: c'est la fin de la plupart des fêtes de quartier... À partir de là, toute proposition sur le site de la Plaine est refusée à l'Association cours Julien (vide grenier, fête de quartier). Les Rendez-vous du Plateau résistent jusqu'en 2015, année où la bataille avec les politiques aura pris 10 jours... L'état d'urgence instauré ne facilite pas l'occupation du domaine public. En 2014, les «nouveaux» élus «profitent» de cette conjoncture pour interdire à l'endroit des associations de quartier, tout événement sur l'espace public après 21h.

Face à ce rétrécissement de l'espace et des esprits, l'Association cours Julien décide en 2016 d'annuler les Rendez-vous du Plateau. Le bilan, c'est 17 années de fêtes extraordinaires. 17 années de connexions, de réseaux, de mailages humains et surtout de transmission. L'aïoli est immortel à Marseille! La soupe au pistou aussi!

du  
**Plateau**

## Le grand Phi s'en est allé

Figure incontournable de notre quartier, où il nous a donné à voir et à écouter, au gré de ses créations et collaborations artistiques et humaines, dans quasi toutes les salles et aussi en plein air, son vent de liberté... Cet immense colosse, avec un cœur grand comme ça et à la voix si douce nous a moult fois laissé approcher l'homme, le poète, le musicien, le magicien, l'insatiable créateur qu'il était... Passionnément, complètement, magnifiquement! De concerts punk, rock, glam, expérimental, en passant par le cabaret, le théâtre, l'art de la rue... Ce faiseur

sans limites était un sourcier qui descendait dans les entrailles de ses instruments et de ses machines pour en extirper un univers envoûtant, intrigant, inquiétant parfois, mais qui te prenait par l'âme et t'emmenait voyager... Voyages... Il en a fait tant, avec tant d'artistes au travers du label **LEDA ATOMICA**, des collaborations, des soutiens qu'il a apporté... Ici et ailleurs... Sur terre et en mer... Il est parti comme Ferré, un 14 juillet... Il nous laisse en héritage son art et sa gentillesse, sa curiosité et sa soif de vivre... Enivrez-vous de son œuvre au risque de le regretter...

«Ainsi arrive le poète qui revient à la lumière avec ses chants, et nous les dissipe... De cette poésie, il me reste cet imperceptible inépuisable secret»

(G.Ungaretti)



# Mais au fait



## 1/ Benoît Malon?

- A** Un personnage de la série de jeux vidéo *The Legend of Zelda*.
- B** Un ouvrier, membre actif de la commune de Paris en 1871, un des premiers à s'ouvrir aux idées féministes et à dénoncer les excès meurtriers du colonialisme français en Afrique.
- C** L'inventeur des céramiques ocres en losange plat pour les carrelages made in Marseille, céramiques qu'on appelle depuis des malons.



## 2/ L'Abbé de l'épée?

- A** Le Gérard Chénou de son époque qui chassait les pauvres du centre-ville du bout de son épée.
- B** L'un des précurseurs de l'enseignement spécialisé dispensé aux sourds.
- C** Le confesseur de Don Diego de la Vega.
- D** Le bénisseur officiel des sabres, fleurets, glaives, poignards et autre .. épées, cela pour l'ensemble du diocèse marseillais.

# qui était



## 3- Les Trois Frères Barthélemy ?

- A** Trois frères résistants, Lucien, Louis et Georges assassinés en 1944 par la Gestapo. Ils fournirent avec le groupe «Combat» des renseignements sur le mur de la Méditerranée après l'invasion de la Zone sud.
- B** Les précurseurs lointains des Inconnus.
- C** Barthe, Elmer et Rémy, trois frères Marseillais qui ont tous tenu des mandats électoraux au 19<sup>e</sup> siècle.



## 4/ Adolphe Thiers?

- A** Un président de la 11<sup>ème</sup> république française, qui a ordonné la répression sanglante de la Commune de Paris.
- B** Une personne de petite taille, appelée ainsi parce qu'il faisait le tiers de la taille de son père, Adolphe Antier.
- C** Un sinistre personnage dont la rue qui porte son nom a été rebaptisée par la chorale La Lutte Enchantée, «rue Louise Michel».



## 5/ Bussy l'Indien ?

- A** Un descendant de Red Cloud (nuage rouge). Il obtint le retrait des forces américaines des territoires Sioux.
- B** Un musicien-comédien ambulant, habitué de la rue qui porte aujourd'hui son nom.
- C** De son vrai nom Charles Joseph Pâtissier de Bussy-Castelnau, il combattit les Anglais et fut envoyé guerroyer dans l'Hindoustan, d'où il tira son surnom.

Réponses  
1B - 2B - 3A - 4A et C - 5C

DES RÉACTIONS ? UNE ENVIE DE PARTICIPER AU PROCHAIN NUMÉRO ET À SA DIFFUSION ?  
ADRESSEZ VOS CONTRIBUTIONS À [SOUSLESOLEILLAPLAINE@RISEUP.NET](mailto:SOUSLESOLEILLAPLAINE@RISEUP.NET)